



Renforcer le fonctionnement des marchés agricoles et alimentaires

Points clés

- La complexité et la concentration des systèmes agricoles et alimentaires des économies développées s'accroissent, et l'agriculture apporte à la valeur globale du secteur alimentaire une contribution faible et en baisse.
- Certains pensent que le fonctionnement des marchés agroalimentaires n'est ni compétitif ni équitable – soit dans les cas où les transformateurs perçoivent des rentes au détriment des agriculteurs, soit dans ceux où les détaillants réalisent des bénéfices au détriment des consommateurs.
- La transparence de la formation des prix dans la chaîne de valeur peut contribuer à indiquer si les marchés fonctionnent bien et de façon concurrentielle.
- Les approches volontaires qui améliorent les flux d'informations et favorisent le dialogue entre les acteurs peuvent aider à déterminer si des abus de pouvoir de marché ont bel et bien lieu, et entraîner une évolution des pratiques pour éviter d'avoir recours aux autorités de la concurrence.



Quel est le problème ?

Le système agroalimentaire doit permettre aux consommateurs d'accéder à des produits alimentaires sûrs et abordables et de répondre aux objectifs de santé et de développement durable. Il constitue aussi une source de revenus pour de nombreux acteurs de la chaîne alimentaire ou d'autres secteurs.

Depuis quelques années, le secteur devient cependant de plus en plus complexe. Ainsi en est-on venu à se demander si le système alimentaire répondait à ses objectifs et si la répartition des revenus dans la chaîne était équitable.

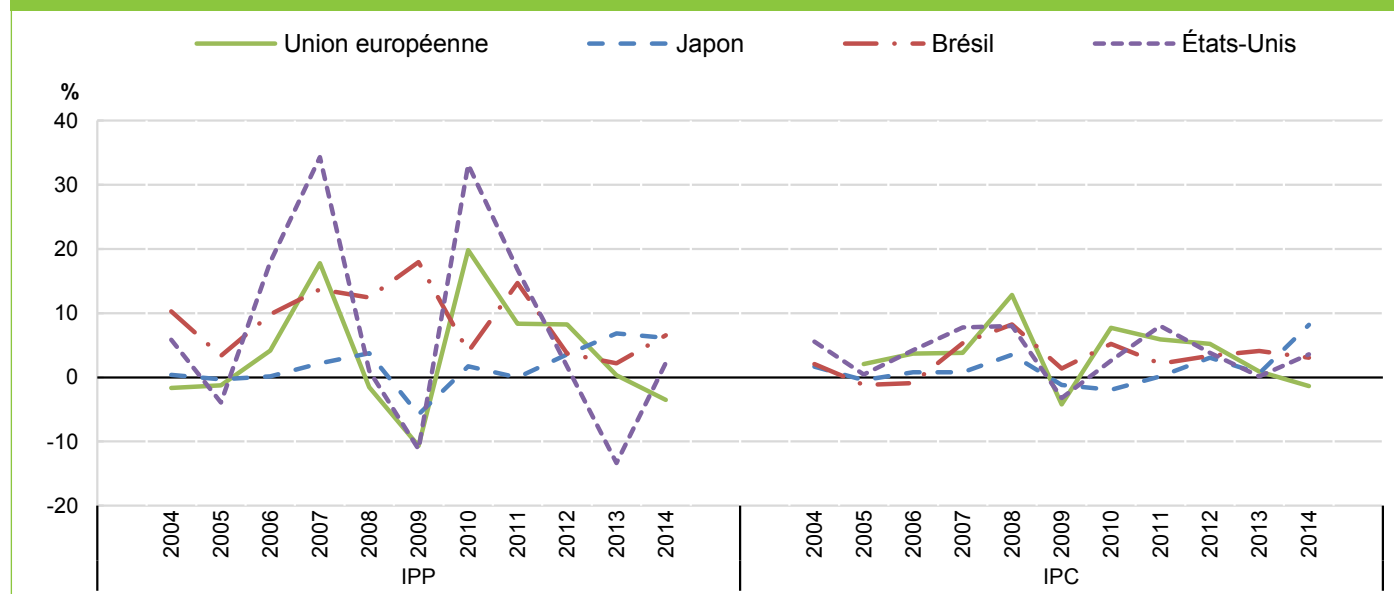
L'industrialisation, la centralisation et la concentration touchent toutes les étapes de la chaîne alimentaire, des

fournisseurs d'intrants aux détaillants. Elles ont entraîné au fil du temps une baisse de la part des dépenses alimentaires dans les dépenses totales des ménages, passée au dessous de 15 % dans la plupart des pays de l'OCDE.

De plus, la part agricole des prix des produits alimentaires est relativement faible – aux alentours de 20 %, d'après des estimations réalisées en Amérique du Nord et en Europe. En outre, la coordination verticale et la concentration le long de la chaîne s'accroissent à mesure de l'accroissement des initiatives en faveur de la sécurité, de la traçabilité et de la qualité des aliments.

LES PRIX À LA PRODUCTION SONT PLUS VOLATILS QUE LES PRIX À LA CONSOMMATION

Indice des prix à la production (à gauche) et indice des prix à la consommation (à droite)



Certains pensent depuis longtemps que les marchés agricoles et alimentaires ne sont ni compétitifs ni efficaces et que le pouvoir de marché présumé des détaillants et des transformateurs pourrait faire baisser les prix obtenus par les agriculteurs ou accroître les prix payés par les consommateurs, ou même les deux.

Des observations ponctuelles ont été présentées à l'appui de cet argument, mais les analyses récentes de la formation des prix par l'OCDE concluent qu'il n'existe pas de preuve indiscutable de comportement anti concurrentiel sur le marché :

- Les secteurs de la transformation et du commerce de détail présentent des taux de concentration élevés; la part des quatre premières entreprises de détail est ainsi proche de 80 % dans de nombreuses zones métropolitaines des États-Unis. Cependant, une forte concentration ne suffit pas à confirmer un comportement monopolistique et peut en fait renforcer le bien être, dans la mesure où les économies d'échelle s'accroissent et où les coûts de transaction diminuent.
- Au fil du temps, la part des agriculteurs dans les revenus du secteur de l'alimentation a baissé. Des travaux réalisés aux États-Unis et en France montrent que cette situation résulte au moins en partie de l'accroissement de la valeur ajoutée le long de la chaîne et de la plus grande teneur en services, qui sont tous deux intégrés dans les prix des produits alimentaires.
- La transmission imparfaite des prix est la norme dans le système alimentaire, à la fois horizontalement d'un marché à l'autre, et verticalement le long de la chaîne alimentaire. Le graphique montre que les hausses comme les baisses de prix au niveau des producteurs ne se transmettent qu'en partie aux consommateurs. Cependant, il est normal que la hausse des prix à la consommation ne se répercute pas complètement sur les agriculteurs, étant donné que d'autres composantes des prix à la consommation sont par nature moins volatiles.



Que devraient faire les dirigeants ?

Il importe de mieux comprendre les facteurs de changement structurel le long de la chaîne alimentaire. De fortes pressions s'exercent souvent sur les revenus des agriculteurs les moins compétitifs et les prix payés aux producteurs sont par nature plus volatils que les prix à la consommation. Ces questions structurelles et pressions à l'ajustement doivent être prises en compte sans être confondues avec un manque de concurrence dans le système agroalimentaire.

À cette fin, les dirigeants devraient :

- **Améliorer la collecte d'informations sur la formation des prix dans la chaîne alimentaire.** Des informations de meilleure qualité peuvent aider les agents à prendre des décisions plus éclairées. Depuis la crise des prix des denrées alimentaires de 2007-08, plusieurs initiatives

ont été prises pour remédier aux lacunes des données et compléter la notification régulière d'informations sur les prix des produits alimentaires au moyen de l'indice des prix à la consommation. La disponibilité des données sur les prix en différents points de la chaîne alimentaire permet souvent aux dirigeants de mettre en évidence les problèmes liés au fonctionnement des marchés.

- **Encourager les initiatives volontaires qui améliorent la transparence des prix et facilitent le dialogue entre les parties prenantes.** De telles initiatives peuvent éviter la mise en place de réglementations coûteuses. L'Espagne et le Royaume Uni privilégient déjà cette approche. Le non-respect des bonnes pratiques peut justifier un renvoi devant les autorités de la concurrence.
- **Encourager les agriculteurs à élaborer des stratégies pour faire face aux fluctuations des prix et des revenus.** Par exemple, les pouvoirs publics peuvent leur apporter des informations et leur dispenser des formations pour leur permettre d'évaluer et gérer eux mêmes leur risque. L'action publique devrait être concentrée sur les risques catastrophiques, soutenir au besoin la mise au point d'instruments fondés sur le marché, sans empêcher les initiatives des agriculteurs ni les solutions axées sur le marché.



Sources principales

- **Food Price Formation**
- **Strategies for Addressing Smallholder Agriculture and Facilitating Structural Transformation**

Une liste complète des livres et documents pertinents peut être consultée à l'adresse <http://oe.cd/taking-stock-fr> et sur le site de la réunion ministérielle de l'agriculture <http://oe.cd/agmin-fr>.

